

Le Jour, 1952
10 mai 1952

SUR LES PROBLEMES ANGLO-EGYPTIENS

Ce qu'on sait de plus récent au sujet du conflit anglo-égyptien ne permet pas de dire que la situation s'éclaircit. Il est possible même qu'elle soit plus sombre depuis que la question du Soudan est au premier plan.

L'Angleterre assure que si les Soudanais reconnaissent le roi d'Egypte pour leur roi, elle le reconnaitra aussi ; tandis que l'Egypte s'en tient au fait acquis.

La personnalité du Soudan prend tout son relief dans le débat. Si délicat que soit le problème, il ne paraît pas insoluble ; car nul n'envisage de faire du Soudan indépendant une république, et nul n'envisage non plus de le faire dépendre purement et simplement de la couronne britannique.

S'il faut au Soudan un roi, ce ne peut être que le roi d'Egypte, **dans un système de monarchie personnelle.** Ce serait comme l'empereur d'Autriche était naguère roi de Hongrie et comme le roi de Suède était roi de Norvège.

La procédure domine tout dans cette histoire. Et il est pénible de penser que deux problèmes dont l'issue est inévitable comme le sont les deux problèmes anglo-égyptiens : **Suez et Soudan**, au lieu de trouver leur solution naturelle, évoluent **pour des raisons de priorité et de vocabulaire** dans une atmosphère qui s'alourdit.

Des mots ! Des mots ! Des mots ! Où est le conciliateur et où est la bonne foi ? La notion si claire d'interdépendance des nations retombe dangereusement dans l'oubli.

On vient de voir, il est vrai, l'ambassadeur des Etats-Unis en Egypte se mettre en mouvement et avec lui une autre personnalité américaine, M. Byroade. **Visite au roi, visite à l'ambassade d'Angleterre. Contacts divers.** Mais l'attitude américaine n'a pas encore la netteté, la fermeté qu'il faudrait. Or les Américains peuvent agir en ce moment de façon à peu près décisive. Cela suppose de leur part, avec tout le tact désirable, une prise de position publique qui laisse à l'Angleterre et à l'Egypte, l'honneur sauf.

C'est dommage qu'on ait fait de cette matière où la psychologie des foules joue un si grand rôle, qu'on ait fait de cette matière explosive et à retardement, un jeu de patience. M. Jefferson Caffery, qui est un diplomate de la plus haute classe et un homme aussi humain qu'on peut l'être, dit-on, M. Jefferson Caffery ne peut pas ignorer cela. **Est-ce son gouvernement qui désire temporiser à ce point ? Les forces du mal n'en prendront que plus de mordant sur le plan de la durée.**

Pour le moment, du moins, tout indique que la situation est bien en main et que les incendiaires et les factieux sont dominés. Le ministre de l'Intérieur en Egypte qui, lors des événements de janvier, sauva Alexandrie du désordre, est avant tout un ministre de la police auquel on donne même du génie. Quelqu'un nous disait l'autre jour : c'est un homme de l'école de Fouché.

On sait d'ailleurs que la police égyptienne a été renforcée par des éléments sûrs, où des Soudanais, égyptiens de nationalité, ont leur large place. Ce sont des hommes sur lesquels le Gouvernement peut compter indéfiniment.

Mais tout cela est valable pour quelques semaines, pour deux ou trois mois si l'on veut. Ensuite, l'heure des masses viendra ; ce sera l'usure du pouvoir et, dans une nuit sans clair de lune, les passions exaspérées retrouveront leur chance.

La sagesse serait d'aller plus vite vers le dénouement. Or, on ne voit pas qu'une démarche autre que celle des Etats-Unis puisse être efficace. Seuls les Etats-Unis peuvent sauver la face aux uns et aux autres. Cela est capital. Ils disposent aussi, dans une large mesure, de l'atout palestinien, et de ce qu'il représente pour l'Egypte et pour tous les Arabes avec elle.

Si les Américains le veulent, voici leur heure.

P.S. – Le correspondant qui a écrit au journal au sujet de l'article : « Politique monétaire et Politique tout court » et qui signe : « un abonné » est prié de se faire connaître.

On lui expliquera très volontiers, de vive voix, ce qu'il désire, mais il ferait bien de relire attentivement l'article au préalable. On lui rappelle que la « balance des comptes » n'est pas la même chose que la « balance commerciale ».